Liberté



Le sage Créon

André Langevin

Volume 7, Number 3 (39), May–June 1965

URI: https://id.erudit.org/iderudit/59951ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print) 1923-0915 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Langevin, A. (1965). Le sage Créon. Liberté, 7(3), 254–257.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1965

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le sage Créon

Créon: Ne m'écoute pas quand je ferai mon prochain discours devant le tombeau d'Etéocle. Ce ne sera pas vrai. Rien n'est vrai que ce qu'on ne dit pas...

(Antigone, Jean Anouilh)

Dans l'affaire Antigone, Jean Lesage prend le parti de Créon. Il nous l'a révélé, à Toronto, dans un discours qui fleurait bon les humanités de nos pères. "Ce qui fait la grandeur de cette tragédie, a-t-il avancé, c'est que tout le monde y a raison!" Et Créon un peu plus que les autres, parce qu'il détient le pouvoir. Il lui importe peu qu'en ensevelisse le cadavre de Polynice ou qu'on le laisse pourrir sous les fenêtres du palais, ou même de savoir s'il s'agit bien de la dépouille de Polynice. Le tyran de Thèbes, homme raisonnable, ne croit qu'en l'ordre public et, puisque celui-ci l'exige, un cadavre empestera la ville, et, officiellement, ce sera celui de Polynice. Le reste... la mort d'Antigone et celle de son propre fils... un vulgaire fait divers. "—Qu'est-ce que nous avons aujourd'hui à cinq heures? —Conseil, Monsieur —Eh bien, si nous avons conseil, petit, nous allons y aller."

Que le premier ministre nous confie ensuite que, s'il devait pécher, il préférerait le faire à gauche plutôt qu'à droite ne signifie plus rien. On ne peut jouer en même temps Créon et Antigone, être la raison d'Etat et la raison discordante, l'ordre et le désordre. Créon, lui, ne succombe pas à la sentimentalité. Il fait de faux discours, et il gouverne. Sa sagesse, c'est d'accepter le réel sans le briser pour voir de quoi il est fait, à maintenir l'ordre sans en contester les assises, même s'il ne croit à rien, même s'il est parfois assailli de doutes affreux qui le troublent dans sa possession tranquille du pouvoir. D'ailleurs pour Créon le sage il n'y a ni droite ni gauche, il n'y a que le possible que permet un certain ordre des choses dont il est lui-même issu et qu'il ne peut donc être tenté de bouleverser.

La société organisée qui a permis l'éclosion d'un Jean Lesage et lui a ouvert l'avenue du pouvoir ne peut favoriser en même temps la cohabitation, chez le même personnage, d'un anti-Lesage qui aurait "le coeur à gauche". La tour penchée qu'il a imaginée pour se situer dans un éventail politique simpliste ressemble davantage à un pendule qui oscille au gré des vents pour s'immobiliser aussitôt en son centre d'inertie. Il ne péchera jamais à gauche, et son premier mouvement, son instinct profond ne le trompe jamais qui le pousse à clamer au seuil de chaque perturbation: "Jamais, aussi longtemps que je dirigerai ce gouvernement... etc..."

Bref, ce n'est pas l'absence d'un système politique qu'il faut reprocher à Gréon, mais l'absence d'une pensée politique tout court. Pourtant, l'homme déborde de certitudes béates. Il tient pour intangibles les valeurs de la société clérico-bourgeoise dont il est issu: le culte de l'autorité, d'une justice sacralisée et du cours classique. C'est un représentant typique de notre élite traditionnelle qui répugne à expliquer des choses complexes à des "non-instruits", qui est profondément choqué de la présence d'agnostiques parmi nous, qui découvre avec stupeur que des fils de bourgeois mettent en cause la société qui les privilégie.

Aussi faut-il s'étonner de ce qu'on puisse parler aujourd'hui de "contre-révolution" ou de "réaction". La révolution tranquille n'a jamais eu lieu que dans les discours de Créon. Avec lui, une nouvelle élite, une nouvelle droite a pris le pouvoir. Rien de plus. Plus jeune, plus éclairée, plus dynamique que celle qui achève de mourir avec l'Union nationale, mais portée elle aussi par la monture du nationalisme économique, elle a su, il est vrai, utiliser des hommes de gauche, se donner une allure progressiste et, à l'aide de quelques réformes qui s'imposaient depuis un demi-siècle, paraître révolutionner notre société. A coups de "grandes chartes", l'Etat du Québec gambadait dans l'histoire.

Mais il est significatif que ce gouvernement, qui a enquêté sur tout, se soit toujours refusé à accorder une enquête sur la police provinciale, dont il avait dénoncé pourtant, pendant des années, "les méthodes de Gestapo". Il est tout aussi significatif qu'il ait réagi avec une telle violence contre un polémiste coupable de lèse-magistrature et qu'il fasse constamment la leçon à la presse. Les fondements de l'ordre établi, qu'on suspectait si fort naguère, sont de nouveau inviolables. C'est que le régime n'a pas

mis de temps à s'identifier à l'ordre établi. L'heure est venue de faire prendre un peu l'air à la statue de Duplessis...

Plus révélatrice encore est la politique économique du régime, ou plutôt son nationalisme économique. Il y a d'abord eu le coup de l'étatisation des ressources hydro-électriques, laquelle, après avoir coupé le souffle au premier ministre qui d'instinct s'y opposait, est rapidement devenue la réussite éclatante qui mettait fin à notre complexe d'infériorité national, une sorte d'épopée, un nouveau mythe qui supplantait enfin celui du défricheur et du draveur. Et, au cri de Maître chez nous, ce fut l'assaut général: politique d'achat chez nous, société générale de financement, sidérurgie, caisse de retraite, société d'exploration minière, établissement d'un atelier de montage de voitures françaises etc... Il est certain qu'en cinq ans, le régime a accompli plus en ce domaine que l'Union nationale en quinze. Mais la conséquence la plus évidente et la plus immédiate de cette politique est d'élargir considérablement et de renforcer une bourgeoisie qui ne se définit pas par rapport aux autres classes de la société canadienne-française, mais, paradoxalement, par rapport à la bourgeoisie de langue anglaise. C'est une lutte de classes, puissamment aidée par l'Etat, mais du même niveau économique, en concurrence linguistique si l'on peut dire. Dans le même temps, le sort des ouvriers, des agriculteurs, des économiquement faibles ne s'est pas amélioré, s'est même plutôt détérioré. Pourtant ceux-ci paient en impôts leur lourde part de cette politique de grandeur qui va enfin nous donner des nouveaux riches. Nous sommes en face d'un capitalisme d'Etat qui se nourrit de la philosophie du capitalisme privé. C'est à cela qu'il doit sans doute de ne pas inquiéter davantage le Canada anglais. Car, dans le même temps, on transige ferme rue Saint-Jacques et on a nettement reculé devant un syndicat financier qui refusait tout net de se laisser bousculer après avoir bellement berné notre Etat capitaliste avec un taux d'intérêt royal. Créon, dans ses discours, ne dit jamais que c'est-l'argent-qui-mène-le-monde.

Il est vrai que plusieurs ont craint et craignent encore que l'ordre social ne soit bouleversé, mais ce qu'ils prétendent freiner ce n'est pas la politique économique du régime, ni même sa politique sociale, mais bien plutôt l'expression de certaines idées, la vague de fond qui déferle par moments et affole le gouvernement, qui se croit alors contraint d'agir, et, surtout, une jeunesse

qui ne semble devoir se satisfaire que d'un bouleversement total, qui refuse d'être raisonnable. Qu'on se rassure, Créon sait comment il faut parler aux jeunes insoumis. Quant à la nouvelle droite, dynamique et éclairée, qui se nourrit littéralement de nationalisme, elle sait qu'elle a pris le pouvoir pour un fameux bail, et elle est bien près de faire sa paix avec l'ancienne droite, celle qui défend les opprimés genre frère Lahaie, celle qui pourchasse le socialisme, le laïcisme, sorte de choeur figé dans le temps et sur lequel le rideau de l'histoire est depuis longtemps tombé.

Créon, dans son attitude de tour penchée, ne s'est pas encore aperçu qu'il risquait de demeurer seul à droite, car, ces mois-ci, l'Union nationale folâtre à gauche et semble y prendre un plaisir très vif. Nous aussi. Quand on songe que Créon, qui va à la messe tous les matins, a déjà reproché au chef de l'Opposition de se lever tard.

André LANGEVIN